



## HONGRIE

# Veille agricole Hongrie Septembre 2025

### Inflation

En août 2025, les prix à la consommation ont augmenté de 4,3 % par rapport à l'année précédente et n'ont pas changé par rapport au mois de juillet.

Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 5,9% par rapport à août 2024, notamment ceux des œufs de 19,9 %, du café de 18,5 %, du chocolat et du cacao de 18,3 %, des produits de saison (pommes de terre, légumes frais et fruits frais locaux et tropicaux) de 17,1 %, et de l'huile de cuisson de 8,8 %.

### Conférence de presse : maladie du jaunissement doré de la vigne et sécheresse

Lors de la conférence de presse de fin septembre, Gergely Gulyás, le ministre en charge du cabinet du Premier ministre, a déclaré que 1,3 Mds HUF (3,3 M EUR) seront alloués à l'abattage des plantations infectées par la maladie du jaunissement doré de la vigne. Il a indiqué que 15 des 27 régions viticoles historiques de Hongrie sont touchées. Une décision concernant les indemnités sera prise ultérieurement.

Les dommages causés par la sécheresse sont également en cours de traitement. S'exprimant sur les dégâts causés par la sécheresse, Gergely Gulyás a déclaré que selon les données préliminaires, les pertes les plus importantes ont eu lieu dans la production de maïs et de tournesol, en particulier dans les comtés de Bács-Kiskun, Békés et Csongrád-Csanád. Le fonds d'indemnisation de cette année est renforcé par les fonds propres, 25,6 Mds HUF (65,5 M EUR) ont été versés aux agriculteurs jusqu'à présent et d'autres demandes sont en cours de traitement. La Hongrie pourrait également se tourner vers le Fonds de crise de l'UE, à partir duquel 16,2 M EUR devraient provenir pour atténuer les dégâts.

### Financement européen

La Commission européenne a dévoilé les allocations nationales minimales spécifiques pour les États membres dans le cadre de la politique agricole commune après 2027. La Hongrie recevra 9,24 Mds EUR, ce qui la place dans la moyenne par rapport aux pays voisins, même si ce montant est inférieur à celui du cycle actuel. L'Autriche recevra 6,6 Mds EUR, la Slovaquie 3,74 Mds EUR, la Roumanie 16,5 Mds EUR, tandis que la Pologne obtiendra la plus grande allocation avec 24,64 Mds EUR. La France reste le plus grand bénéficiaire de l'UE, avec 50,938 Mds EUR d'aide pour les sept prochaines années, suivie par l'Espagne avec 37,235 Mds EUR et l'Allemagne avec 33,386 Mds EUR. Les petits États membres de l'UE peuvent s'attendre à des ressources plus modestes. Malte ne recevra que 214 M EUR, Chypre 415 M EUR et le Luxembourg 246 M EUR. Ces montants minimaux suffisent principalement à maintenir les structures agricoles de base, tandis que pour les grands pays, l'aide sert à accroître la compétitivité et la stabilité du marché.

Le montant alloué à la Hongrie est légèrement inférieur aux 10,2 Mds EUR de financement européen approuvés pour l'agriculture dans le cycle budgétaire actuel. Cependant, il est important de noter que le budget 2028-2034 suit une logique complètement différente de celle du cadre financier pluriannuel actuel : le soutien au développement rural a été transféré au financement de la cohésion, tandis que divers

développements agricoles peuvent être soutenus par des sources de compétitivité et de développement territorial.

Un responsable de la Commission européenne a déclaré à Portfolio qu'un changement important dans le nouveau cycle budgétaire serait que, sans respect des normes en matière d'Etat de droit, Bruxelles pourrait suspendre non seulement la cohésion, mais également le soutien à l'agriculture dans le cadre du système horizontal de conditions d'habilitation.

Les États membres peuvent décider de l'utilisation de ressources supplémentaires au-delà du minimum en fonction de leurs propres plans de développement agricole et rural, qui seront soutenus par un processus de consultation qui débutera dans les prochaines semaines.

## **Accord UE-Mercosur**

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay et Bolivie) a été signé le 6 décembre 2024, et validé le 3 septembre 2025 par la Commission européenne. Elle y a ajouté des clauses supplémentaires pour répondre aux préoccupations environnementales et économiques de plusieurs pays.

Il doit être encore approuvé par au moins 15 pays sur 27, qui représentent ensemble 65 % de la population de l'UE.

L'accord prévoit que les pays du Mercosur supprimeront progressivement les droits de douane sur 91 % des marchandises exportées par les entreprises de l'UE, notamment sur les automobiles actuellement taxées à 35 %, dans un délai de 15 ans. En contrepartie, l'UE doit progressivement retirer les droits de douane sur 92 % des exportations du Mercosur sur une période maximale de 10 ans.

Un des points de désaccord porte sur un important quota d'importation de viande de volaille et de bœuf et du miel. Les éleveurs dénoncent une concurrence déloyale face aux grandes exploitations sud-américaines plus nombreuses, soumises à des normes sanitaires et environnementales moins exigeantes, et où la rémunération du travail est plus faible.

Le ministre de l'Agriculture, István Nagy, a rappelé l'opposition de la Hongrie à cet accord qui « n'offre pas une protection adéquate aux producteurs européens et hongrois ». Il a ajouté que l'ouverture conjointe du marché européen aux produits en provenance d'Argentine, du Brésil, du Paraguay et d'Uruguay, en même temps que ceux d'Ukraine, pourrait « déstabiliser » l'ensemble du secteur agricole européen. La Hongrie défend le principe selon lequel les produits importés dans l'UE doivent répondre aux mêmes exigences que les produits locaux, sans quoi les agriculteurs européens seraient désavantagés sur le plan concurrentiel, a-t-il déclaré. Il a ajouté que l'Autriche, l'Irlande, la France, les Pays-Bas, l'Italie et la Roumanie avaient également manifesté leur opposition à l'accord UE-Mercosur.

## **Viticulture**

La consommation de vin hongroise était de 1,7 million d'hectolitres en 2024, soit une moyenne de 17,1 litres par habitant, a déclaré Gál Péter, chef de service au ministère de l'Agriculture. Il a ajouté que cette consommation moyenne suit la tendance mondiale à la baisse. Le pic en Hongrie avait été atteint en 2017, et n'a cessé de baisser depuis.

Gál Péter a indiqué que les exportations hongroises de vin ont augmenté en 2024, avec plus d'1,4 million d'hectolitres de vin (mousseux inclus) exportés. La valeur des exportations de vin est passée de 129 M EUR l'année précédente à 149 M EUR. Parallèlement, les importations sont restées quasiment inchangées, avec 95 000 hectolitres de vin importés, dont les deux tiers en bouteille.

En 2024, 170 hectares de vignes ont été plantés, la superficie de production nationale enregistrée est de 56 400 hectares.

## **Exploitations laitières en Hongrie**

La production laitière hongroise est en hausse malgré une baisse du nombre d'exploitations laitières, tandis que l'industrie de transformation connaît des développements importants, a déclaré Zoltán Harcz, directeur exécutif du Conseil des produits laitiers, dans le podcast Portfolio Checklist. Selon l'expert, le niveau d'autosuffisance du secteur est d'environ 95 à 100 %, mais la Hongrie continue à exporter des quantités importantes de lait non transformé, tandis que les rayons des magasins sont remplis de produits finis importés.

La structure du secteur laitier hongrois a connu des changements importants au cours des dernières décennies. Le nombre d'exploitations laitières a connu une baisse importante (de plusieurs dizaines de milliers à environ 2 800 – 3 000), en particulier parmi les petites exploitations.

Malgré cette diminution du nombre d'entreprise, la production laitière a augmenté. L'expert a confirmé que les 350 à 400 exploitations responsables de 80 à 90 % de la production ou de l'approvisionnement en lait en Hongrie connaissent un développement continu. En conséquence, la Hongrie produit depuis des années plus de 2 milliards de kilogrammes de lait, ce qui représente une augmentation de 20 à 25 % sur une période de 10 à 15 ans. Cela signifie que la production laitière nationale serait presque suffisante pour subvenir aux besoins de la population hongroise.

Cependant, la réalité est plus complexe, car il existe également d'importantes exportations et importations. En Europe, les niveaux d'autosuffisance diminuent du nord au sud. Les pays du nord (Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni, Pologne, Allemagne et nord de la France) ont un excédent laitier, et les produits migrent vers le sud, où les précipitations sont moins importantes et les pâturages moins riches. La Hongrie se situe à mi-chemin dans ce système.

La Hongrie exporte une quantité importante de fromage aux marchés arabes, tandis qu'elle exporte principalement du lait cru vers les pays des Balkans, ainsi que vers l'Italie.

Parallèlement, la Hongrie importe des quantités substantielles de produits transformés. Dans le cas du fromage, par exemple, un kilogramme sur deux est importé, et il en va de même, dans une plus large mesure, pour le yaourt et le beurre, les importations représentant 60 à 80 % des produits en rayon. Selon l'expert, l'objectif n'est pas d'éliminer totalement les produits importés en Hongrie, mais plutôt de transformer localement les produits hongrois.

Les marges bénéficiaires du secteur des produits laitiers sont relativement faibles par rapport à d'autres secteurs, comprises entre 1 et 3 %.

Les programmes d'investissement publics et les subventions au développement rural ont contribué à lancer un processus de développement attendu depuis longtemps. L'industrie laitière est largement considérée comme l'un des secteurs les plus innovants de l'industrie alimentaire. Les supermarchés proposent un large choix de produits laitiers, notamment des boissons aromatisées, des fromages et des produits sans lactose, fabriqués à l'aide de diverses technologies et conditionnés dans différents emballages.

Le plus grand défi dans ce secteur est l'augmentation extraordinaire des coûts. À la suite de la pandémie de coronavirus, l'industrie laitière a été touchée par des hausses de prix et des augmentations de coûts considérables. Celles-ci comprennent les effets de la sécheresse, les frais d'eau et d'électricité, les frais EPR et la hausse des salaires.

Les experts de l'industrie laitière ont souligné que le lait hongrois est de bonne qualité et que le secteur a réussi à surmonter à la fois la pandémie et les défis liés à la santé animale. Le prix du lait hongrois se situe généralement entre la 15e et la 20e place en Europe, il ne peut donc pas être considéré comme cher.

### **Fièvre catarrhale ovine - Maladie de la langue bleue des animaux**

Selon le dernier rapport de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), la fièvre catarrhale ovine a refait son apparition en Hongrie, dans le comté de Somogy. Le virus a été détecté dans un troupeau de bovins, où 15 animaux sur 303 ont été identifiés comme infectés. Les autorités hongroises ont immédiatement signalé l'incident à l'OMSA et pris des mesures pour localiser l'infection et empêcher sa propagation. D'après les informations, la situation est stable et sous contrôle.

Il n'y a pas lieu de craindre une nouvelle épidémie nationale. Les autorités et les experts ont également souligné que le cas actuel n'est pas comparable à l'épidémie antérieure de la fièvre aphteuse. En effet, il existe un vaccin efficace contre la fièvre catarrhale ovine qui, lorsqu'il est utilisé correctement, peut empêcher la propagation de l'épidémie. Le risque d'escalade est donc actuellement minime.

Il est important de noter que la Hongrie est officiellement indemne de la fièvre catarrhale ovine depuis 2017, ce que confirme également le règlement (UE) 2021/620/UE. De plus, selon un communiqué de l'OMSA, le statut indemne d'aphtes et de fièvre aphteuse de la Hongrie est également officiellement reconnu.

Bien que la OMSA affirme officiellement qu'il n'y a pas eu de cas de fièvre catarrhale ovine dans notre pays depuis dix ans, les experts nationaux ont soulevé la possibilité que des infections mineures et localisées aient pu se produire ces dernières années.

La fièvre catarrhale ovine n'est pas seulement un défi pour la santé animale, elle peut également entraîner de lourdes pertes économiques. Les élevages infectés peuvent être confrontés à des pertes d'animaux, à une baisse de production et à des restrictions à l'exportation. Cela touche particulièrement les éleveurs de bovins, qui exportent souvent vers des marchés hors de l'UE.

L'apparition de la maladie peut également servir d'avertissement pour que l'élevage national se prépare davantage à lutter contre les virus transmis par les insectes.

Cela implique non seulement des programmes de vaccination, mais aussi une surveillance appropriée, une lutte biologique et un diagnostic rapide.

La réapparition de la fièvre catarrhale ovine met une nouvelle fois en évidence la vulnérabilité de l'élevage national face aux processus épidémiologiques et écologiques mondiaux. Toutefois, le vaccin disponible, la réaction rapide des autorités et les mesures de protection contre les épidémies en vigueur pourraient s'avérer suffisantes pour maîtriser la situation, à condition que les agriculteurs et les vétérinaires prennent également les mesures nécessaires.

## **Changement dans le système de consigne**

Mohu (Entreprise de gestion des déchets) a réduit le montant des frais de traitement versés aux commerçants pour la reprise des bouteilles, bocaux et canettes vides. Le directeur d'Aldi a déclaré que la réduction des frais de reprise des bouteilles était injuste, détériorait unilatéralement les conditions du contrat, et représenterait une charge supplémentaire de près d'1 Md HUF par an pour les entreprises qui sont incluses dans le système de consigne.

Le changement a été introduit avec le 1<sup>er</sup> septembre. Dans l'ancien système, les magasins recevaient 5 HUF pour la reprise manuelle, et 7,5 HUF pour la reprise automatique.

Le nouveau système présente plusieurs niveaux :

- Magasins avec reprise manuelle et magasins de moins de 200 m<sup>2</sup> : 11,5 HUF/bouteille,
- Magasins de 200 à 400 m<sup>2</sup> : 7,5 HUF/bouteille pour les reprises automatiques,
- Magasins de plus de 400 m<sup>2</sup> : 3,5 HUF/bouteille pour les reprises automatiques.

En raison de cette modification, les magasins de moins de 200 m<sup>2</sup> sont avantagés, tandis que ceux de plus de 400 m<sup>2</sup> sont nettement désavantagés.

Le secrétaire général de l'Association nationale hongroise du commerce (MNKSZ), qui regroupe les détaillants alimentaires hongrois, a déclaré que les acteurs du marché n'avaient pas été consultés avant ce changement et que ce nouveau système ne ferait qu'aggraver la situation des commerces.

## **Entreprises**

### **Investissement de l'entreprise Bonduelle**

L'entreprise agroalimentaire française, Bonduelle a investi 4,5 Mds HUF (11,5 M EUR) dans l'augmentation de sa capacité à Nagykőrös, dans le comté de Pest, ainsi que dans ses sites de Békéscsaba et Nyíregyháza.

Le gouvernement a soutenu ces investissements à hauteur de 750 M HUF (1,9 M EUR), qui ont permis de préserver 750 emplois.

Dans le cadre de ce projet, Bonduelle a créé un centre logistique à Nagykőrös pour gérer sa distribution en Europe centrale et orientale. Environ 90 % des produits fabriqués en Hongrie sont exportés.

Bonduelle est présente en Hongrie depuis 1992 avec un total de cinq sites.

Entre 2014 et le premier semestre 2025, 60 décisions d'investissement positives ont été prises concernant des entreprises françaises en Hongrie avec le soutien de la HIPA, pour un volume total de près de 1,2 Mds EUR. Ces projets permettront de créer environ 4 500 nouveaux emplois et d'en préserver 4 000.

### **Alföldi Tej**

Le gouvernement hongrois a empêché une entreprise étrangère de racheter Alföldi Tej Kft., a annoncé le ministère de l'Économie nationale (NGM). Selon le ministère, la souveraineté du secteur laitier, d'importance stratégique, doit être préservée afin de pouvoir continuer à approvisionner la population hongroise. Alföldi Tej représente actuellement près de 20 % des achats de lait cru sur le marché national. Selon le NGM, en

raison de cette part importante, l'acquisition étrangère perturberait le marché national et compromettrait la sécurité d'approvisionnement.

Le ministère de l'Économie et des Finances a annoncé que, le 5 juin 2025, un groupe d'entreprises étranger avait fait part de son intention d'acquérir 100 % des parts de la société hongroise Alföldi Tej Kft. Selon les informations disponibles, il s'agirait d'un groupe grec.

En Hongrie, une disposition a été inscrite dans un décret gouvernemental qui, bien qu'il ait expiré le 19 août, était encore en vigueur lors de l'examen du processus de vente qui a débuté en juin. Selon cette disposition, l'État hongrois peut faire part de son intention d'exercer son droit de préemption si une entreprise étrangère rachète une entreprise hongroise, mais il n'est pas tenu de le faire. Selon le ministère, la question du rachat d'Alföldi Tej par l'État est toujours à l'étude.

### **Louis Dreyfus Company**

Louis Dreyfus Company (LDC) a annoncé la conclusion de sa transaction avec Bunge pour l'achat des participations de l'ancienne activité de Viterra en Hongrie et dans certaines régions de Pologne.

LDC a acquis en Hongrie l'une des plus grandes usines de transformation et de raffinage de plusieurs types de graines (graines de tournesol, de colza et de soja), située à Foktő. Le site est situé au cœur de la région de production de tournesols en Hongrie et est également capable de produire de la lécithine. En outre, LDC a également acquis trois centres de stockage et de logistique pour céréales et oléagineux d'une capacité totale d'environ 150 000 tonnes à Debrecen, Gyomaendrőd et Berettyóújfalu, ainsi qu'une équipe de commerciaux à Budapest.

### **Bunge**

Bunge, société agroalimentaire, va investir plus de 50 M de dollars pour moderniser son usine de Martfű. Le projet porte sur l'installation d'une chaudière à vapeur moderne à biomasse, conçue pour améliorer l'efficacité et sécuriser l'approvisionnement en vapeur nécessaire aux processus de transformation des oléagineux. La nouvelle unité remplacera quatre générateurs de vapeur existants, couvrant ainsi l'ensemble des besoins de l'usine avec un seul système. La chaudière atteindra un rendement thermique de 86 %. Grászli János, directeur hongrois de la multinationale, a déclaré que cet investissement reflète clairement l'engagement de l'entreprise en faveur du développement technologique continu et renforce sa présence en Hongrie à long terme. Ce développement renforcera le rôle stratégique de l'usine de Martfű.

La construction devrait être achevée d'ici septembre 2026, pour une mise en service complète prévue début 2028.

Bunge est présente sur le marché hongrois depuis 2003, période durant laquelle elle est devenue l'un des acteurs majeurs de l'industrie de transformation dans les domaines de la transformation des oléagineux, de la production d'huiles végétales et de la production de matières premières pour l'alimentation animale protéique. Son CA net en 2024 était 354,5 Mds HUF.

L'entreprise est présente dans plus de 50 pays, et emploie 37 000 personnes.

### **UBM**

UBM a finalisé avec succès l'acquisition d'Agrifirm Magyarország Zrt., filiale du groupe néerlandais Royal Agrifirm Group, l'un des plus grands fabricants d'aliments pour animaux au monde, a annoncé la société.

Employant au total 130 personnes en Hongrie et générant un chiffre d'affaires net de près de 28 Mds HUF (71,7 M EUR) en 2024, Agrifirm, leader dans le domaine de la production d'aliments pour volailles en Hongrie, poursuivra ses activités sous le nom d'UBM Nutrition Zrt. en tant que membre du groupe UBM, selon le communiqué de la société.

Avec près de 30 ans d'expérience, le groupe UBM a pour objectif stratégique de devenir un acteur incontournable dans le domaine agricole dans les pays du bassin des Carpates grâce à son vaste réseau commercial et de production, et de couvrir les marchés de l'exportation d'aliments pour animaux et du commerce des matières premières, de la mer Noire à l'Italie.

UBM est le leader du marché hongrois de la production d'aliments pour animaux et l'un des plus grands négociants en matières premières pour l'alimentation animale. Au cours de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024, le groupe UBM a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 198,66 Mds HUF. Le groupe UBM exporte vers 19 pays, qui représentent plus de la moitié de son chiffre d'affaires.

### **Signature entre le ministère de l'agriculture et le grossiste Metro**

Un accord de coopération a été signé par le ministre de l'Agriculture Istvan Nagy et Vladimir Gnjidic, directeur général de l'opérateur local de cash and carry Metro, lors du Salon national de l'agriculture et de l'industrie alimentaire (OMEK) à Budapest le 18 septembre.

Cette coopération vise à élargir la gamme de produits locaux dans le commerce de détail et de gros, ainsi que dans les hôtels, restaurants et cafés, a déclaré Peter Ondre, directeur général d'Agrarmarketing Centrum, à MTI. L'accord a été précédé de plusieurs mois de négociations, a-t-il ajouté

Sources : Portfolio, Index, Telex, Nouvelle Gazette, HAC, Economx, Agroinform, 24.hu, MTI